



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt cinq, le quinze décembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 9 décembre 2025 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 29

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Andrée BAR, Romain DELAMARE, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Virginie LAMBERT, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 3

Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Romain DELAMARE est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 15 décembre 2025

M_DL251215_215

FINANCES - DECISION MODIFICATIVE N°2 DU BUDGET PRINCIPAL

M. Eric LE FEVRE, Adjoint au Maire – Afin d'assurer l'enregistrement comptable des ajustements budgétaires nécessaires à la bonne exécution du budget principal 2025, il est proposé au Conseil Municipal d'adopter une décision modificative n° 2.

Dans le cadre de l'arrêté de mise en péril du bâtiment du centre ville situé 16-18 place François Mitterrand, il est proposé au conseil que la Ville se substitue aux propriétaires pour lancer une étude structurelle, fongicide et insecticide.

Cependant, cette étude nécessite l'ouverture de crédits sur le chapitre 45 « Travaux effectués d'office pour le compte de tiers » afin à la fois de comptabiliser la dépense, mais aussi de pouvoir effectuer une refacturation, équivalente au montant de la dépense, à l'encontre des propriétaires.

De plus, la nomenclature comptable prévoit l'ouverture d'opération pour suivre ces travaux pour compte de tiers. À cet effet, il est proposé d'ouvrir sur le budget principal l'opération pour information 9901 intitulée « Opération pour compte de tiers 16 et 18 Place F. Mitterrand » pour suivre les dépenses ainsi que les refacturations auprès des tiers concernés qui sera reprise dans les imputation étendues en dépense au 45411001 et en recette au 45412001;

À savoir que :

- le 16 place François Mitterrand a pour unique propriétaire M. DICK,
- le 18 place François Mitterrand est en copropriété entre M. DICK et Mme. LEFRANCOIS dont la répartition au vue de tantième correspondant à 73,90% de propriété pour M. DICK et 26,10% pour Mme. LEFRANCOIS.

Les travaux d'office réalisés seront donc refacturés aux deux propriétaires en respectant la répartition de propriété tel que stipulé ci-dessus.

Il vous est proposé d'adopter cette décision modificative du budget principal 2025.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.1612-11 ;

VU l'arrêté municipal n°M_AR2502_076 du 11/02/2025 de mise en péril du bâtiment situé 16-18 place François Mitterrand ;

VU l'instruction M57 budgétaire et comptable ;

VU le budget primitif du Budget principal de la Ville de l'exercice 2025 voté le 16 décembre 2024 par délibération n°M_DL241216_208 ;

CONSIDÉRANT :

- Qu'un arrêté de mise en péril porte sur le bâtiment sis 16-18 place François Mitterrand ;

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

- Que la Ville souhaite se substituer aux propriétaires pour lancer une étude structurelle, fongicide et insecticide dans ce bâtiment ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer l'enregistrement comptable des ajustements budgétaires indispensables à la bonne exécution du budget principal 2025 ;

Sa commission des finances réunie le 11 décembre 2025, consultée.

VU le rapport de Monsieur **Eric LE FEVRE**, Adjoint au Maire en charge des Finances, des Marchés publics et des Grands Projets ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

- **De créer** l'opération pour information 9901 intitulée « Opération pour compte de tiers 16 et 18 Place F. Mitterrand » pour suivre les dépenses ainsi que les refacturations auprès des tiers concernés qui sera reprise dans les imputations étendues en dépenses au 45411001 et en recettes au 45412001;
- **D'adopter** la décision modificative n°2 au budget principal 2025 synthétisée dans le tableau ci-dessous

L'équilibre de la décision modificative se constate ainsi :

Dépenses						
Imputation	Service	Fonction	Opération	Libellé imputation	Montant	Observations
45411001	101ST	01	9901	Travaux effectués d'office pour le compte de tiers - Travaux exécutés d'office - Dépenses	22 000,00 €	Opération 9901 - Travaux pour compte de tiers 16 et 18 place F. Mitterrand
Chapitre 45				Chapitres d'opération pour compte des tiers	22 000,00 €	
TOTAL DES DEPENSES					22 000,00 €	

Recettes						
Imputation	Service	Fonction	Opération	Libellé imputation	Montant	Observations
45412001	101ST	01	9901	Travaux effectués d'office pour le compte de tiers - Travaux exécutés d'office - Recettes	22 000,00 €	Opération 9901 - Travaux pour compte de tiers 16 et 18 place F. Mitterrand
Chapitre 45				Chapitres d'opération pour compte des tiers	22 000,00 €	
TOTAL DES RECETTES					22 000,00 €	

Imputation budgétaire indiquée ci-dessus

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.



La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr